

Newsletter – septembre 2026

Dernières actualités du secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène

Renforcer la résilience de la chaîne de valeur de la pomme face au changement climatique dans le bassin supérieur du Nahr El Kaleb – 23 février 2026

Dans le cadre des efforts urgents déployés par le Liban pour renforcer sa résilience face au changement climatique, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), en collaboration avec le Ministère de l'Environnement, a organisé, le mardi 23 juin 2026, à l'hôtel Le Royal Dbayeh, un atelier sur le thème « Renforcer la résilience de la chaîne de valeur de la pomme face au changement climatique dans le bassin supérieur du Nahr El Kaleb ».

L'objectif de l'atelier était de présenter les principaux résultats du projet, notamment l'analyse des impacts du changement climatique, l'évaluation de la vulnérabilité agroclimatique ainsi que les résultats des enquêtes menées auprès des agriculteurs et des acteurs de la chaîne de valeur de la pomme. L'atelier visait également à valider l'ensemble des mesures d'adaptation au changement climatique proposées.

Une approche participative d'analyse multicritère (AMC) a été appliquée afin de hiérarchiser les mesures d'adaptation dans les secteurs de l'agriculture et de l'eau. Les participants ont été répartis en tables rondes thématiques en fonction de leur expertise dans le domaine de l'agriculture ou des ressources en eau, afin de garantir une évaluation éclairée et une représentation équilibrée des parties prenantes, notamment les institutions gouvernementales, le milieu universitaire, les ONG, les acteurs du secteur privé et les communautés agricoles.

Pour le secteur de l'eau, les mesures d'adaptation ont été classées par ordre de priorité comme suit :

1. Gouvernance de l'eau

2. Micro-irrigation efficace
3. Collecte et stockage de l'eau
4. Réservoirs en béton
5. Systèmes d'alerte précoce et suivi de l'enneigement

Pour le secteur agricole, les mesures d'adaptation ont été classées par ordre de priorité comme suit :

1. Système de production intégré
2. Matériel végétal adapté au climat
3. Systèmes d'alerte précoce
4. Agriculture sous contrat
5. Assurance indicielle
6. Verger intensif à arbres nains avec filets

L'atelier a également porté sur les principaux obstacles à la mise en œuvre de ces mesures d'adaptation, notamment les contraintes juridiques, sociales, financières et techniques. Les participants ont discuté des pistes d'action et des mesures facilitatrices susceptibles de contribuer à surmonter ces obstacles et de favoriser la mise en œuvre effective des mesures proposées.

Pour accéder à la présentation en arabe, cliquez sur le lien [ici](#).

Reconstruire la justice de l'eau au Liban : gouvernance, redevabilité et avenir de l'eau – ARI, IFI-AUB, NCC-AUB, ANND, LEWAP – 22 juillet 2026



Le 22 juillet 2026, une conférence intitulée « Reconstruire la justice de l'eau au Liban : gouvernance, redevabilité et avenir de l'eau » a été coorganisée par

l'Institut Issam Fares pour les politiques publiques et les affaires internationales (IFI-AUB), la Plateforme des acteurs de l'eau au Liban (LEWAP), l'Arab Reform Initiative (ARI), le Centre de conservation de la nature de l'Université américaine de Beyrouth (AUB-NCC) et le Réseau des ONG arabes pour le développement (ANND).

La conférence s'inscrivait explicitement dans une approche fondée sur la justice de l'eau, en examinant la manière dont les rapports de pouvoir, les inégalités et la redevabilité façonnent à la fois la vulnérabilité et les processus de relèvement, plutôt que d'adopter une approche strictement technique.

La conférence était structurée autour de trois panels :

- Session 1 : Gouvernance de l'eau au Liban : comprendre la crise au-delà de la pénurie, avec une présentation de la note de politique publique sur la justice de l'eau préparée par Jules Hatem. Pour accéder au rapport, consultez le [lien](#).
- Session 2 : L'eau sous le feu : l'instrumentalisation de l'eau
- Session 3 : Gouverner l'eau pour un avenir plus équitable

Pour accéder au communiqué de presse, consultez le lien [ici](#).

Pour accéder aux enregistrements des panels :

- Page de l'événement sur le site de l'ARI : <https://www.arab-reform.net/event/rebuilding-water-justice-in-lebanon-governance-accountability-and-the-future-of-water/>
- Playlist complète sur la chaîne YouTube de l'ARI : <https://www.youtube.com/playlist?list=PLd8E4CYCah5Q>

Pour en savoir plus sur l'événement, consultez le rapport de la conférence [ici](#).

Traitement et réutilisation des eaux usées : opportunités et contraintes – ARI, LRI – 15 juillet 2026



Le 15 juillet 2026, l'Initiative libanaise pour la reforestation (Lebanon Reforestation Initiative – LRI) a organisé l'atelier technique « Traitement et réutilisation des eaux



usées : opportunités et contraintes », dans le cadre du projet soutenu par la Fondation Hanns Seidel (HSS), « Feuille de route nationale pour la réutilisation des eaux usées traitées dans la restauration des écosystèmes », en partenariat avec l'Arab Reform Initiative (ARI) et le Lebanese Private Sector Network (LPSN).



L'atelier a réuni des représentants des institutions publiques, du secteur privé, du monde universitaire, des partenaires au développement et de la société civile afin de partager les connaissances et d'échanger sur les opportunités et les contraintes liées à la réutilisation des eaux usées traitées au Liban. À travers des présentations d'experts et des discussions en panel, les participants ont examiné les mécanismes de gouvernance et de financement, les priorités en matière de politiques publiques ainsi que les possibilités de collaboration pour promouvoir la réutilisation sûre et durable des eaux usées traitées à des fins de restauration des écosystèmes.

L'atelier a contribué au dialogue en cours visant à renforcer les politiques, les partenariats et les approches pratiques en faveur d'une gestion durable des ressources en eau et de la restauration des écosystèmes au Liban.

Dans le cadre du suivi de cet atelier, une note de politique publique est actuellement en cours de préparation afin de consolider les principaux points de discussion et les recommandations formulées, et de contribuer à l'élaboration

d'une feuille de route nationale pour la réutilisation des eaux usées traitées dans la restauration des écosystèmes.

Pour en savoir plus sur cet atelier, consultez le lien [ici](#).

3e réunion de consultation multipartite sur le Nexus Eau-Énergie-Alimentation-Écosystèmes (WEFE) au Liban et le Plan de gestion intégrée de la région de Damour (27-28 juillet, Beyrouth) – GWP-Med

La 3e réunion de consultation multipartite sur le Nexus Eau-Énergie-Alimentation-Écosystèmes (WEFE) s'est tenue les 27 et 28 juillet 2026 à Beyrouth. Elle a été organisée par le Partenariat mondial pour l'eau – Méditerranée (Global Water Partnership-Mediterranean – GWP-Med), dans le cadre du programme MedProgramme du FEM/PNUÉ-PAM.

L'objectif principal de l'événement était d'examiner et de discuter les principales conclusions du projet d'évaluation du Nexus WEFE (Phase II), élaboré par le Conseil national de la recherche scientifique du Liban (CNRS-L), concernant les bassins versants suivants : Abou Ali, Ibrahim, Beyrouth, Damour et Litani.¹

Cette réunion constitue la troisième consultation multipartite organisée par GWP-Med depuis le lancement du dialogue sur les politiques relatives au Nexus WEFE au Liban en 2022. Ce dialogue vise à favoriser une gestion intégrée et coordonnée des ressources naturelles entre les différents secteurs qui partagent ces ressources.

Lors de la première journée, les participants ont échangé sur la priorisation, à l'horizon 2050, des solutions liées au Nexus identifiées dans le cadre de l'évaluation de Phase II. L'objectif était de maximiser les co-bénéfices entre les secteurs de l'eau, de l'énergie, de l'alimentation et des écosystèmes, tout en contribuant à des objectifs tels que la sécurité alimentaire, l'efficacité dans l'utilisation de l'eau et de l'énergie, le développement socio-économique durable et le renforcement de la sécurité environnementale.

Plus précisément :

¹ L'évaluation du Nexus Eau-Énergie-Alimentation-Écosystèmes (WEFE) – Phase I (2022-2023) a permis d'établir un diagnostic national des interdépendances entre les secteurs de l'eau, de l'énergie, de l'alimentation et des écosystèmes. Elle a mis en évidence plusieurs défis urgents, notamment la pénurie chronique d'eau, l'inefficacité des systèmes d'irrigation, la forte dépendance énergétique du secteur agricole, la dégradation des terres et la faiblesse de la coordination intersectorielle. L'évaluation a également identifié d'importantes lacunes en matière de données et de capacités, en particulier dans les domaines agricole et hydrologique, qui continuent de limiter la planification intégrée. La Phase II vise à répondre à ces lacunes grâce à la modélisation spatiale, à l'analyse de l'adéquation des territoires et à une meilleure intégration des données à l'échelle des bassins versants.

- Première session : présentation de l'évaluation de référence pour chacun des bassins versants et des principaux indicateurs du Nexus WEFE.
- Deuxième session : examen des scénarios de changement climatique et de leurs impacts potentiels sur l'eau, l'énergie, l'alimentation et les écosystèmes.
- Troisième session : présentation des cartes d'intervention proposées, suivie de travaux en groupes au cours desquels les participants ont examiné ces interventions et proposé des mesures supplémentaires en fonction des besoins locaux.

La deuxième journée de la consultation était consacrée à la mobilisation des parties prenantes afin de définir une trajectoire de développement durable pour la région de Damour, de sa source jusqu'à la mer. Ce processus s'est appuyé sur les propositions élaborées dans le cadre d'un travail collaboratif mené par le CNRS-L dans le bassin versant du Damour, dans le cadre de l'évaluation du Nexus WEFE – Phase II, ainsi que sur le projet de Plan de gestion intégrée de la région de Damour (Damour Area IMP).

Ce plan a récemment été élaboré dans le cadre du MedProgramme grâce à une collaboration entre GWP-Med, le Centre d'activités régionales du Programme d'actions prioritaires (PAP/RAC), le Centre d'activités régionales Plan Bleu (PB/RAC) et le Programme hydrologique intergouvernemental de l'UNESCO (UNESCO-PHI).

L'élaboration du Plan de gestion intégrée de la région de Damour a impliqué trois consultations multipartites ainsi que des ateliers participatifs de prospective Climagine.

Plus précisément :

- Première session : examen des principaux défis auxquels la région de Damour est confrontée.
- Deuxième session : présentation d'une vision pour la région, fondée sur les contributions recueillies auprès des parties prenantes lors des consultations précédentes.
- Troisième session : travaux de groupe visant à prioriser les objectifs d'intervention pour la région. Ces objectifs seront présentés aux autorités compétentes, avec le Plan de gestion intégrée et les solutions du Nexus WEFE pour le bassin, afin de contribuer aux futures décisions de planification.

Les participants comprenaient des représentants des institutions concernées, des administrations publiques, des municipalités, des associations d'agriculteurs, des ONG, des universités et centres de recherche, ainsi que d'autres parties prenantes.

Le groupe était diversifié et réunissait des femmes et des hommes, de jeunes professionnels et des experts expérimentés, représentant différents secteurs.

Projets et financements de la coopération décentralisée française

Dernières actualités sur les projets de coopération décentralisée française au Liban

Grand Pic Saint-Loup, en partenariat avec les municipalités de Zahlé-Maallaqa, Taanayel et Qaa Er Rim – Projet HAUD-Berdaouni



Entre le 19 mai et le 12 juin 2026, le projet HAUD-Berdaouni a organisé sept sessions de formation destinées à sept agriculteurs bénéficiaires, afin de les accompagner dans leur transition vers des pratiques agricoles plus durables et résilientes face au changement climatique.

Les sessions ont combiné des présentations, des échanges, des ateliers pratiques et des visites de terrain. Les agriculteurs ont été formés à l'agroécologie, à la conservation des sols, à la gestion efficace de l'eau, à la lutte intégrée contre les ravageurs, au compostage, à l'agroforesterie et à la biodiversité. Le programme comprenait également une visite de la ferme Buzuruna Juzuruna ainsi qu'un atelier pratique consacré au compostage.

Au début du printemps, ces agriculteurs avaient également bénéficié d'un accompagnement pour la plantation de haies et la diversification des espèces

cultivées dans leurs vergers, les aidant ainsi à adopter progressivement des pratiques agroécologiques mieux adaptées au changement climatique.

Les formations ont offert aux agriculteurs l'occasion d'échanger leurs expériences et de discuter des défis communs auxquels ils sont confrontés, notamment la

pénurie d'eau, le changement climatique, l'augmentation des coûts de production, la faiblesse des prix sur les marchés et les possibilités limitées d'accès aux débouchés.



À l'issue du programme, les agriculteurs ont identifié plusieurs pratiques qu'ils souhaitent mettre en œuvre sur leurs terres, notamment le compostage, la diversification des cultures, l'amélioration de l'irrigation, la culture en courbes de niveau ainsi que la plantation d'espèces résistantes à la sécheresse et aux ravageurs.

Cette initiative en faveur de l'agroécologie est développée parallèlement à deux autres actions techniques visant à protéger et à restaurer le cycle naturel de l'eau à l'échelle du bassin versant du Berdaouni :

- la mise en place pilote d'un jardin de pluie et d'un système de récupération des eaux pluviales à la municipalité de Zahlé, contribuant à l'évolution vers un modèle de « ville plus perméable » ;
- la restauration des plans d'eau situés le long des berges de la rivière Berdaouni.

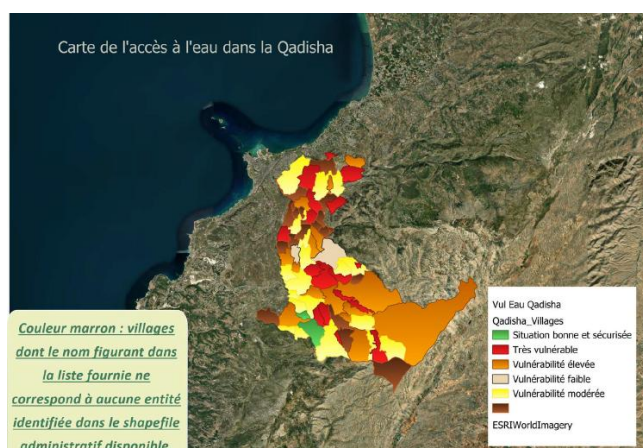
Ces différentes actions s'inscrivent dans une approche plus large visant à renforcer la gouvernance de l'eau à l'échelle du bassin versant du Berdaouni. Dans ce cadre, le Forum de l'eau du Berdaouni a été créé afin de réunir les principaux acteurs concernés par la gestion de l'eau, notamment les municipalités, les institutions publiques chargées de la gestion des ressources en eau, telles que l'Établissement des eaux de la Békaa (BWE) et l'Office du Litani (LRA), ainsi que les représentants des usagers de l'eau.

En combinant agroécologie, solutions fondées sur la nature, amélioration de la gestion de l'eau et gouvernance participative, le projet HAUD-Berdaouni vise à contribuer à un bassin versant plus résilient et à une gestion plus durable de ses ressources en eau.

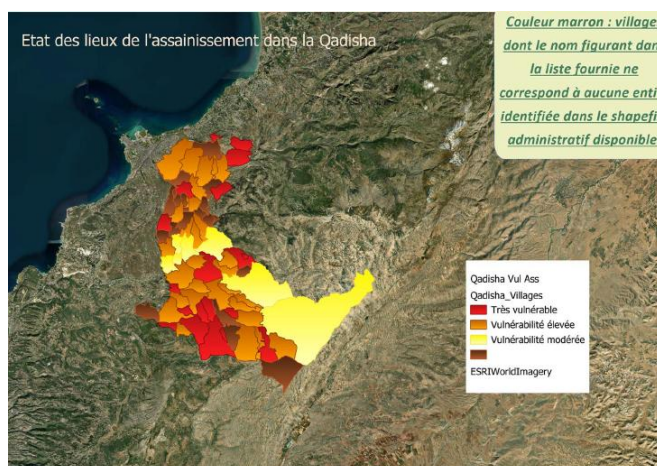
Pour en savoir plus sur le projet, consultez le lien [ici](#).

Ville de Chambéry et Département de l'Aude, avec le financement de l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse et de l'Agence française de développement (AFD), dans les districts de Bcharre et Zgharta au Nord-Liban – Projet Sustainable Qadisha

Au cours des derniers mois, plusieurs interventions ont été mises en œuvre afin d'améliorer l'accès à l'eau potable et de renforcer la résilience des infrastructures hydrauliques locales. Un diagnostic technique a également été réalisé pour la région. Pour accéder au rapport, cliquez [ici](#).



- Raskifa : achèvement d'un réseau de distribution d'eau de 850 mètres à Raskifa. Au-delà des bénéfices directs pour le village, ce réseau profitera également aux villages voisins.
- Bcharre : installation de systèmes de solarisation sur cinq sites afin de soutenir le fonctionnement des pompes de chloration desservant quatre villages et de contribuer à une désinfection de l'eau plus fiable et plus durable.
- Zgharta : installation de 12 pompes de chloration dans 10 villages du caza, dont cinq sites bénéficient également de systèmes de solarisation pour assurer le fonctionnement des pompes.



Parallèlement à ces interventions sur les infrastructures, l'une des principales activités du projet consiste à améliorer la connaissance et la coordination de la situation de l'eau et de l'assainissement dans les deux cazas.

Le 24 juin, une séance de travail a été organisée afin de présenter les résultats de la cartographie et de l'évaluation de l'accès aux services d'eau et d'assainissement dans les municipalités de Bcharre et de Zgharta. Ce travail fournit une vue d'ensemble des infrastructures existantes dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement, identifie leurs principales vulnérabilités et contribue à orienter la priorisation des futures interventions.

L'événement a réuni M. Khaled Obeid, Directeur de l'Établissement des eaux du Liban-Nord (EELN), ainsi que son équipe, notamment M. Gaby Nasr, Directeur technique ; Mme Cyba Raad, Cheffe du Département de l'analyse et des laboratoires ; M. Louay El Youssef, Directeur de l'antenne de Zgharta ; et M. Charbel Bshara, Directeur de l'antenne de Bcharre.

Étaient également présents les présidents des fédérations de municipalités de Bcharre et de Zgharta, respectivement M. Elie Makhoul et M. Bassam Haykal, ainsi que la caïmacam de Bcharre, Mme Rouba El Shafshak, et des représentants d'une trentaine de municipalités.

Mme Suzy Hoayek, conseillère auprès du ministre de l'Énergie et de l'Eau, a également participé à distance à la séance afin de présenter et d'expliquer la stratégie et les priorités du Ministère pour le secteur de l'eau. Une partie de la session a été coanimée avec M. Mohamed Ayoub, Directeur de l'ONG Nahnoo, qui œuvre dans le cadre de plusieurs initiatives visant à renforcer les capacités institutionnelles.

Les discussions ont été riches et constructives, soulignant l'importance de maintenir une coordination continue entre les différents acteurs concernés. Pour en savoir plus, consultez le lien [ici](#).

Hydreaulys, municipalités de Noisy et Bailly, en partenariat avec la municipalité d'Antoura au Liban – Stations d'épuration décentralisées

La coopération entre Antoura et les municipalités de Noisy et Bailly connaît des avancées importantes en 2026.

Dans le cadre de ce programme triennal, la première phase porte sur l'installation et la mise en service de huit stations autonomes de traitement des eaux usées, destinées à desservir 34 ménages prioritaires et à bénéficier à environ 170 habitants.

Pour en savoir plus, consultez le lien [ici](#).

Vendée Eau, Trivalis et SYDEV, en partenariat avec la municipalité de Hammana, Liban – Amélioration du fonctionnement de la station de traitement d'eau potable et des installations d'assainissement

Vendée Eau, l'établissement public départemental chargé des services d'eau potable en Vendée et, en partie, de l'assainissement, met en œuvre un projet de coopération avec ses homologues chargés de la gestion des déchets (Trivalis) et de l'électricité (SYDEV), en partenariat avec la municipalité de Hammana au Liban.

Le projet poursuit un double objectif : remettre pleinement en fonctionnement la station de traitement d'eau potable et lui fournir une alimentation électrique solaire afin de réduire sa dépendance au diesel. Cette diversification énergétique permettra de réaliser des économies sur les coûts d'exploitation et contribuera ainsi à la pérennité, à long terme, de la structuration du service de la municipalité libanaise.

Pour en savoir plus, consultez le lien [ici](#).

AERMC, Grenoble Alpes Métropole et Medair – Accès à l'eau potable pour la municipalité de Sareen

MEDAIR a soumis à Grenoble Alpes Métropole, dans le cadre d'un appel à projets, une demande de subvention pour la mise en œuvre d'un projet au Liban visant à répondre aux conséquences de la guerre. Une subvention d'investissement de 50 000 € accordée par Grenoble Alpes Métropole, conjointement avec une subvention de 50 000 € accordée par l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse (AERMC) à l'association MEDAIR au titre de l'exercice 2025, permettra de mettre en œuvre le projet intitulé « Accès à l'eau potable pour Sareen, Liban », conformément à la fiche projet soumise par l'association à la Métropole.

Les travaux porteront principalement sur la réhabilitation de la station de pompage de Sareen, dans le nord de la Békaa, et devraient s'achever à la fin de l'année 2026.

Pour en savoir plus sur le projet, consultez le lien [ici](#).

Actualités nationales et institutionnelles

Actualités du ministère de l'Énergie et de l'Eau

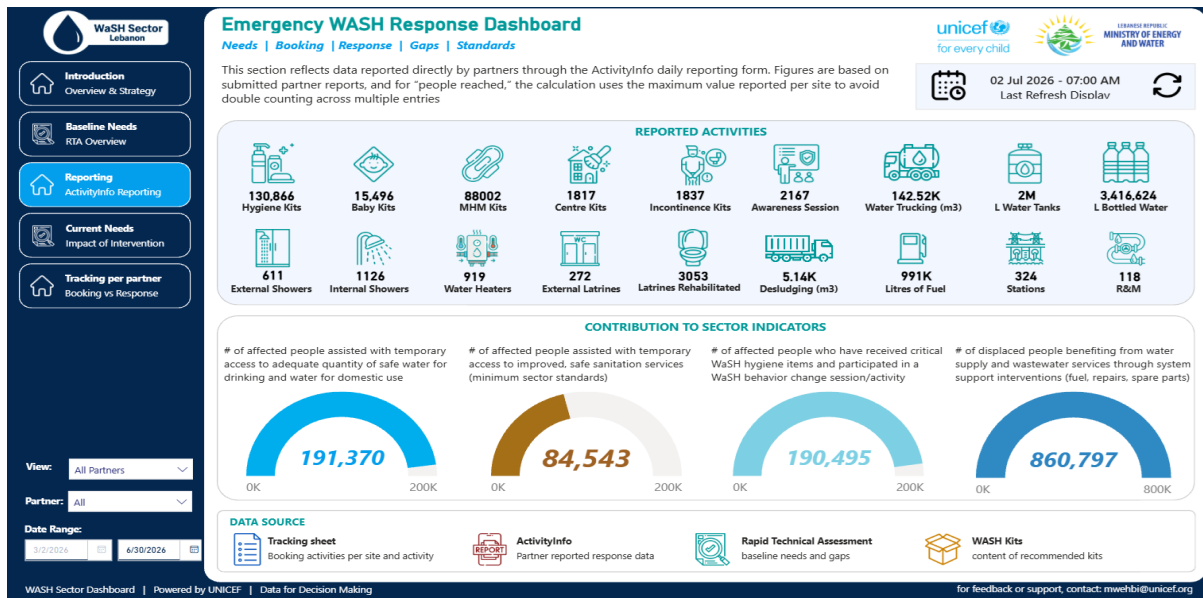
L'Établissement des eaux du Sud-Liban (SLWE) a lancé une évaluation préliminaire des dommages causés aux infrastructures hydrauliques et des priorités en matière de réhabilitation, tandis que la coordination s'est poursuivie concernant les orientations et les besoins prioritaires. Les principaux défis identifiés comprennent une très forte demande d'assistance en matière d'hygiène en dehors des abris collectifs, dépassant les capacités actuelles des partenaires, ainsi que le maintien en suspens de certaines activités dans l'attente de l'approbation du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEHE).

Selon les estimations préliminaires du SLWE, les besoins en matière de relèvement ont été présentés en trois phases, pour un montant total d'environ 350 millions de dollars américains :

- Environ 50 millions de dollars pour la réponse d'urgence, notamment les réparations et la maintenance urgentes, le soutien en carburant/diesel, l'approvisionnement d'urgence en eau par camions-citernes et les solutions temporaires ;
- Environ 100 millions de dollars pour le relèvement précoce et la réhabilitation ;
- Environ 200 millions de dollars pour la reconstruction à plus long terme et les interventions visant à reconstruire de manière plus résiliente (« Build Back Better »).

Actualités du secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène

Le tableau de bord du secteur ainsi que les progrès réalisés dans le cadre de la réponse d'urgence ont été présentés.



360 132 personnes étaient toujours déplacées et 821 077 personnes déplacées internes (PDI) étaient retournées dans leurs zones d'origine. Dans les abris collectifs, 267 sites restaient ouverts, accueillant 7 571 ménages, soit 29 082 PDI.

Ces chiffres témoignent d'une évolution claire par rapport au pic de la situation d'urgence, lorsque la réponse était principalement concentrée sur les abris collectifs, vers une réponse désormais plus diversifiée ciblant les personnes restant dans les abris collectifs, les personnes retournées, les ménages déplacés en dehors des abris collectifs ainsi que les communautés d'accueil affectées.

Le secteur a indiqué avoir reçu 75 demandes d'orientation (referrals) de la part de l'Établissement des eaux du Sud-Liban (SLWE), dont 46 avaient été attribuées à des partenaires et 15 avaient été finalisées. Dans l'ensemble, les rapports sur la réponse d'urgence font état d'environ 196 000 personnes touchées.

Les principaux défis en matière de coordination comprenaient :

- une capacité des partenaires supérieure aux besoins, en diminution, dans les abris collectifs ;
- des retards dans la transmission des rapports ;
- l'approche des dates limites de plusieurs projets des partenaires ;
- la présence de plusieurs points focaux par partenaire ou par zone géographique ;

- la nécessité de renforcer la coordination des mécanismes d'orientation.

Il a été demandé aux partenaires de maintenir des points focaux géographiques clairement communiqués et de transmettre leurs rapports d'activités dans les délais afin de permettre une allocation efficace des capacités disponibles.

Dernières publications

Retrouvez davantage de publications sur la [base de données](#) de LEWAP et de pS-Eau.

Si vous souhaitez partager une publication, merci de l'envoyer par courriel à contact@lewap.org

Fiche pays LEWAP 2026



Le LEWAP a publié la version mise à jour de la fiche pays du Liban. Ce profil présente les principales informations relatives au secteur de l'eau et de l'assainissement au Liban.

Pour accéder à la fiche en anglais, cliquez sur le lien [ici](#).

Pour la version arabe, cliquez [ici](#).

Pour la version française, cliquez [ici](#).

Rapport sur le relèvement de l'Établissement des eaux du Sud-Liban – 29 juillet 2026

Sous la direction de son Directeur général, Dr Wassim Daher, l'Établissement des eaux du Sud-Liban (SLWE) a achevé son évaluation préliminaire des dommages causés aux infrastructures hydrauliques dans les gouvernorats du Sud-Liban et de Nabatiyeh à la suite de la guerre israélienne.

Au-delà de l'évaluation des dommages, le rapport propose une feuille de route fondée sur des données probantes pour le relèvement, visant à rétablir les services essentiels d'approvisionnement en eau à travers une réponse d'urgence, des actions de réhabilitation et une reconstruction à long terme, tout en renforçant la résilience des infrastructures hydrauliques du Sud-Liban pour les générations futures.

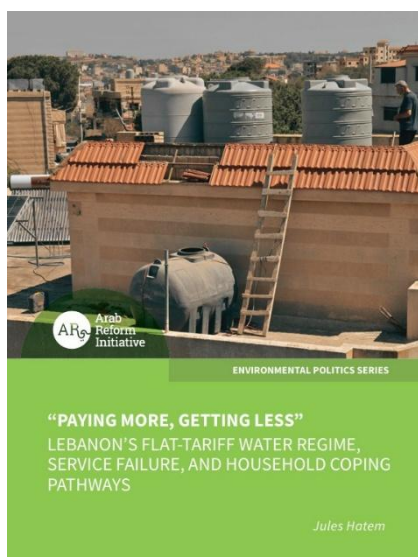
Pour accéder au rapport, cliquez sur le lien [ici](#).



« Payer plus, obtenir moins »

Le régime tarifaire forfaitaire de l'eau au Liban, les défaillances du service et les stratégies d'adaptation des ménages – Jules Hatem, avec l'Arab Reform Initiative (ARI), juillet 2026

Dans le secteur de l'eau à usage domestique au Liban, une contradiction centrale structure la vie quotidienne : les ménages paient une redevance annuelle forfaitaire pour leur raccordement officiel au réseau, sans pour autant pouvoir compter sur un service prévisible, sûr et redevable.



De nombreux ménages restent officiellement raccordés au réseau tout en organisant leur quotidien autour de l'incertitude : approvisionnement irrégulier du réseau, pompage limité par la disponibilité de l'électricité, gestion du stockage de l'eau et recours périodique à l'eau livrée par camion-citerne ou achetée auprès d'autres fournisseurs.

Ainsi, la facture d'eau des ménages n'est pas vécue comme un simple tarif, mais comme une charge cumulée comprenant le paiement officiel ainsi que

des coûts récurrents liés aux stratégies d'adaptation. C'est cette situation que résume l'expression « **payer plus, obtenir moins** ».

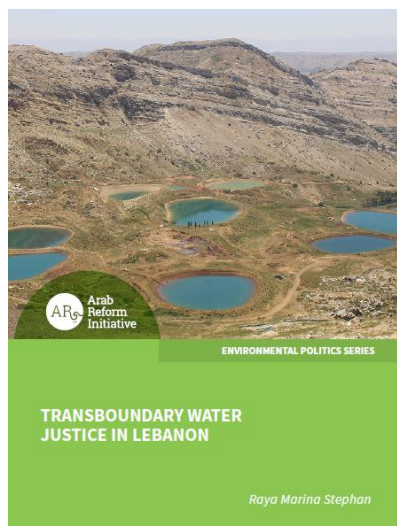
L'analyse porte sur les services d'eau à usage domestique au Liban et s'appuie sur 52 entretiens semi-directifs menés auprès de ménages, d'acteurs municipaux, de membres du personnel des établissements des eaux, de fournisseurs d'eau informels, d'experts, de chercheurs et d'acteurs de la société civile, ainsi que sur une revue documentaire ciblée.

L'étude examine d'abord la manière dont le régime tarifaire forfaitaire historique facture l'accès plutôt que la fourniture effective du service, et comment cela contribue à créer un écart entre raccordement et service. Elle analyse ensuite les stratégies adoptées par les ménages pour faire face à l'approvisionnement intermittent, en mettant l'accent sur l'accessibilité financière, la redevabilité et la sécurité. Enfin, elle examine trois cas pratiques d'amélioration des services afin

d'identifier les progrès, certes limités mais significatifs, qui peuvent être réalisés dans un contexte de contraintes.

Pour accéder au rapport, cliquez sur le [lien](#).

Justice de l'eau transfrontalière au Liban – ARI, août 2026



Le Liban partage des frontières terrestres avec la Syrie au nord et à l'est, et avec la Palestine occupée au sud. Au nord, il partage avec la Syrie le Nahr El Kabir Al Janoubi, qui forme la frontière entre les deux pays. L'Oronte prend sa source au Liban, s'écoule vers le nord en direction de la Syrie et poursuit son cours jusqu'à la mer Méditerranée en Turquie. Au sud, la rivière Hasbani-Wazzani s'écoule vers le sud en direction de la Palestine occupée.

Cette note de politique publique examine la question des eaux transfrontalières au Liban. Elle évalue la situation actuelle en matière de coopération juste et équitable sur les eaux transfrontalières, dans l'objectif de promouvoir la justice de l'eau au Liban, et formule des recommandations sur les voies possibles pour atteindre cet objectif.

La note de politique publique repose sur une étude documentaire comprenant notamment un examen des accords existants, lorsqu'ils sont disponibles, ainsi que des instruments officiels et de la littérature consacrée à cette question.

Pour en savoir plus sur cette note de politique publique, cliquez sur le lien [ici](#).

Événements à venir au Liban. La date ainsi que les informations complémentaires seront communiquées prochainement par courrier électronique.

Suivez-nous sur nos réseaux sociaux :



<https://www.facebook.com/LEWAP2017>



<https://www.linkedin.com/in/lebanese-water-actors-platform-29ab19298/>

Cette newsletter est publiée par LEWAP, créée à l'initiative de pS-Eau, avec le soutien de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, de l'Agence Française de Développement (AFD) et de l'Union européenne.

Contribuez à la newsletter de LEWAP !

Cette newsletter est publiée afin de vous tenir informé(e)s des dernières actualités du secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène. Elle peut être enrichie grâce à vos contributions. N'hésitez pas à nous transmettre toute information susceptible d'intéresser les membres du réseau à l'adresse suivante : contact@lewap.org

